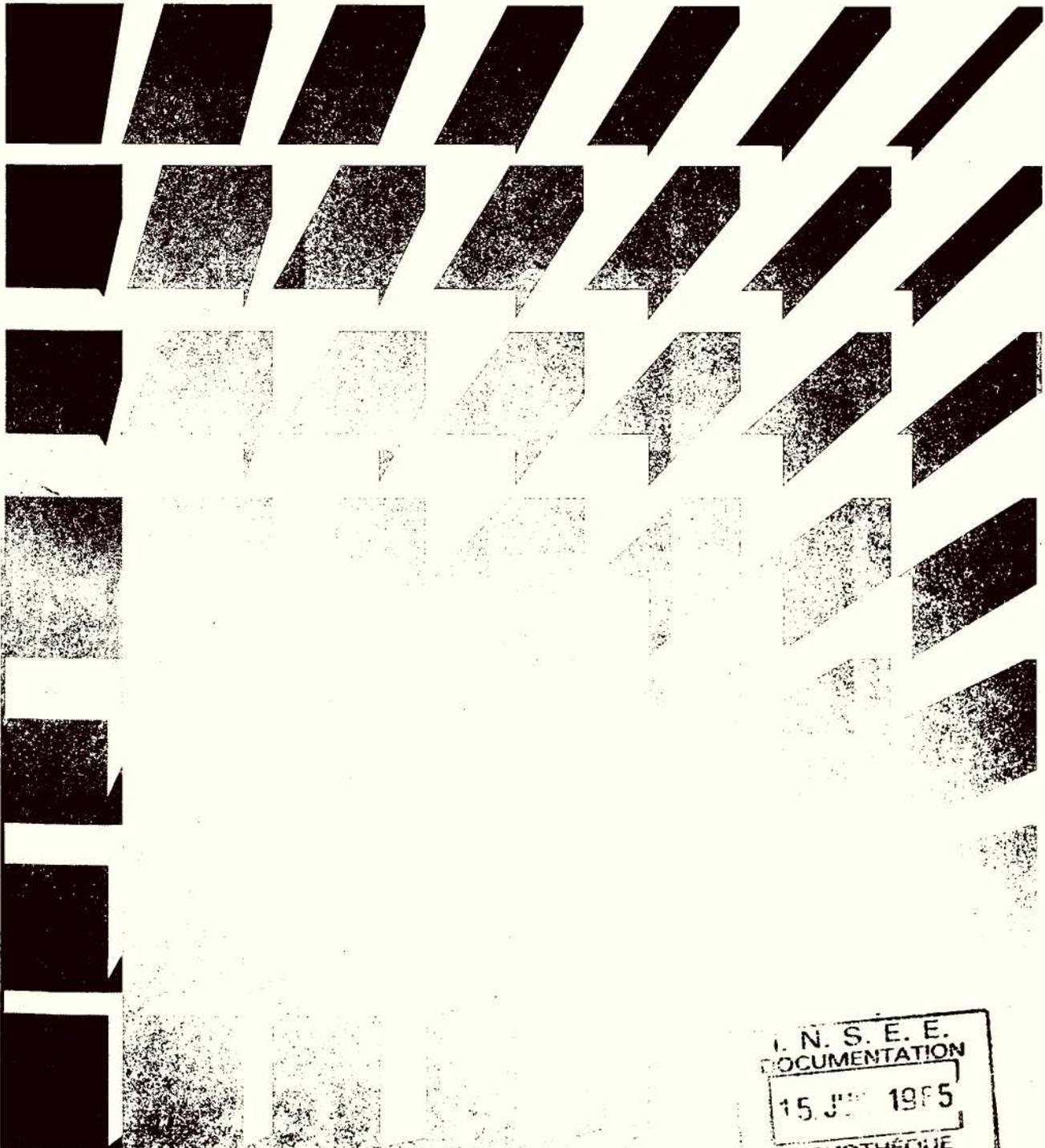


JUILLET 1985

DE CONJONCTURE DE L'INSEE

126 A

SUPPLÉMENT A TENDANCES DE LA CONJONCTURE



I. N. S. E. E.
DOCUMENTATION
15 JUIL 1985
BIBLIOTHÈQUE

institut national de la statistique et des études économiques

SITUATION
ET PERSPECTIVES
DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

La revue mensuelle d'information **Économie et statistique** se situe au centre de l'appareil de diffusion de l'INSEE. Sous forme d'études, de dossiers et d'articles accessibles à toute personne s'intéressant à l'économie, elle s'attache à présenter clairement les résultats essentiels obtenus par l'Institut et la statistique française. Elle décrit également l'activité de l'INSEE, fait le point des informations quantitatives et des travaux qui sont ou seront disponibles. *L'édition sur papier de cette revue se double d'une édition sur microfiche.*

Économie et statistique

Outil d'information et de réflexion, **Tendances de la conjoncture** est constitué de deux cahiers trimestriels et de plusieurs suppléments. Les **cahiers trimestriels** permettent de remettre à neuf périodiquement le stock des graphiques et des données (cahier 1 : la conjoncture en 600 séries, graphiques sur dix ans ; cahier 2 : le mouvement économique de la France, 600 séries issues des comptes trimestriels, graphiques sur vingt ans). Trois suppléments complètent cet outil ; chaque quinzaine les chiffres indispensables pour les mises à jour des graphiques ; chaque mois un tableau de bord condensé en quelques graphiques essentiels ; chaque trimestre une note de synthèse présente l'étude approfondie de la situation et des perspectives de l'économie française.

Tendances de la conjoncture

Quatre fois par an*, la **Note de conjoncture de l'INSEE** présente l'étude approfondie de la situation et des perspectives de l'économie française.

Note de conjoncture de l'INSEE

* La note de conjoncture fait toujours partie de l'abonnement à **Tendances de la conjoncture**.

Les **Informations rapides** constituent un service complémentaire de **Tendances de la conjoncture** : elles livrent dans les meilleurs délais la mise à jour de l'information conjoncturelle la plus récente. De brèves notes, tableaux de chiffres et communiqués (cent cinquante par an) permettent la mise à jour, entre deux parutions, des cahiers de graphiques trimestriels. Le service diffuse également les comptes rendus détaillés des enquêtes de conjoncture effectuées auprès des industriels, des commerçants et des particuliers (cinquante cahiers par an environ) ainsi que les mises à jour des comptes trimestriels nationaux.

Informations rapides

Les **Collections de l'INSEE** publient, à raison de trois ouvrages par mois en moyenne, les résultats détaillés* des études et des travaux de l'Institut, accompagnés des développements méthodologiques indispensables aux utilisateurs spécialisés. Cette matière est ventilée dans cinq séries distinctes. Série C, **Comptes et planification** : comptabilité nationale, projections, politique économique. Série D, **Démographie et emploi** : structures et évolution de la population totale et de la population active. Série E, **Entreprises** : structures et évolution du système productif industriel, agricole et commercial. Série M, **Ménages** : conditions de vie, consommation et revenus des ménages. Série R, **Régions** : espace économique, aménagement du territoire.

Les collections de l'INSEE

Tous les volumes des Collections de l'INSEE sont disponibles sur microfiche.

* La série « PREMIERS RÉSULTATS » diffusée gratuitement aux abonnés des « Collections de l'INSEE » permet de disposer rapidement des premiers résultats des enquêtes et travaux réalisés par l'Institut.

Le **Bulletin mensuel de statistique** tient à jour cinq mille séries hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles concernant l'ensemble de la vie économique et sociale et la démographie (emploi, industrie, commerce, prix, finances...). Ces statistiques recouvrent la France, les pays africains francophones, la Communauté Économique Européenne et divers pays étrangers. *L'édition sur papier de cette revue se double d'une édition sur microfiche.*

Bulletin mensuel de statistique

Les **Annales de l'INSEE** publient quatre fois par an les résultats de recherches statistiques et économiques. Elles s'adressent particulièrement aux universitaires et chercheurs qui s'intéressent à la statistique mathématique, à la technique des sondages, à l'économétrie, à la théorie économique quantitative et à la programmation. Elles se proposent de servir au dialogue scientifique entre les cadres de l'INSEE et les spécialistes français ou étrangers des mêmes disciplines. *L'édition sur papier de cette revue se double d'une édition sur microfiche.*

Annales de l'INSEE

Sous un titre propre à chaque région, les directions régionales de l'INSEE publient, mensuellement ou trimestriellement, des cahiers sur les caractéristiques économiques, démographiques et sociales de la région et les résultats chiffrés disponibles dans les Observatoires économiques.

Publications régionales de l'INSEE

Ventes et abonnement : voir en fin de ce volume.

DE CONJONCTURE DE L'INSEE

Supplément à Tendances de la Conjoncture

République Française / Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget / Institut National de la Statistique et des Études Économiques / Directeur général : M. Edmond MALINVAUD / Direction générale : 18, bd Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14 / Directions régionales : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse. Services régionaux : Ajaccio, Amiens, Besançon, Caen.

SOMMAIRE

JUILLET 1985

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Note de synthèse (rédaction achevée le 30 juin 1985)

	Pages
VUE D'ENSEMBLE	3
I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	5
1. La situation conjoncturelle de nos partenaires commerciaux	
2. La demande mondiale adressée à la France	
II. LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS	13
1. Les échanges agro-alimentaires	
2. Les échanges-énergétiques	
3. Les échanges de produits manufacturés	
4. Le solde des échanges de marchandises et des paiements courants	
III. LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE	23
1. La politique budgétaire et les finances sociales	
2. Le contexte monétaire et financier	
IV. LES PRIX ET LES SALAIRES	31
1. Les prix des matières premières importées	
2. Les salaires	
3. Les coûts et les prix de production	
4. Les prix de détail	
V. LA PRODUCTION ET LES RÉSULTATS DES ENTREPRISES	39
1. La production et les stocks	
2. Les résultats des entreprises	
3. L'investissement	
VI. L'EMPLOI ET LE CHOMAGE	49
1. L'emploi	
2. Le chômage	
VII. LE REVENU ET LA DEMANDE DES MÉNAGES	55
1. Le revenu et le pouvoir d'achat	
2. La consommation	
3. Le comportement d'épargne	

PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- Le N° 18 du cahier 1 (bleu) paraîtra fin septembre
- Le N°15 du cahier 2 (vert) paraîtra en début août

Avertissement

Cette note analyse la situation actuelle de l'économie française et son évolution probable sur l'ensemble de l'année 1985. L'attention du lecteur est attirée sur le fait que les chiffres relatifs à 1985 ont un caractère prévisionnel, à l'exception de la plupart de ceux relatifs au premier trimestre. Ce n'est pas le cas pour les hypothèses de change qui sont fixées selon des règles conventionnelles environ un mois avant la parution de cette note.

Conventions

- * : prévision pour 1985
- MA : moyenne annuelle
- GAt : glissement annuel en termes trimestriels
- GAm : glissement annuel décembre/décembre
- Source : INSEE, sauf mention contraire

Le service de la conjoncture de l'I.N.S.E.E. souhaite la meilleure utilisation et la plus large diffusion de ses publications. Toute reproduction est donc autorisée. Cependant, dans l'intérêt même des lecteurs, citations ou références doivent être suffisamment explicites pour éviter des confusions sur les hypothèses et raisonnements qui fondent l'analyse économique.

La progression des revenus des ménages et des entreprises devrait permettre, après deux années de stagnation, une croissance de la demande interne de 1 % en 1985.

Après avoir reculé deux années de suite, le pouvoir d'achat du revenu des ménages s'accroîtrait légèrement cette année. Ce redressement tient au développement des prestations sociales et à la baisse du taux de prélèvements obligatoires alors que la masse salariale brute subit comme l'an passé une certaine érosion. Les taux de cotisations sociales sont inchangés et le poids de la fiscalité s'allège (l'impôt sur le revenu reste stable en francs courants).

Entraînée par ce retournement des revenus, la consommation des ménages progresse dès le premier semestre, favorisée par un accès plus facile au crédit. Cette croissance forte provient d'une baisse inattendue du taux d'épargne, qui se résorberait en partie au second semestre, quand l'effet des allègements fiscaux sera maximum.

La demande des entreprises évoluerait aussi plus favorablement que les deux années précédentes. L'amélioration de leur situation financière liée à la forte décélération des coûts de production se poursuit : à la modération des évolutions salariales, s'ajoute dans le courant de l'année celle des coûts importés, et surtout du prix du pétrole (on fait l'hypothèse dans cette note que le dollar et le prix du baril en devises resteront proches de leur niveau de juin : respectivement à 9,40 F et 26,50 dollars).

Cette amélioration des résultats permettrait de mettre fin à la baisse de l'investissement : encore freiné par les réductions de programme des Grandes Entreprises Nationales, il ne fléchirait plus dans les commerces et services et continuerait à augmenter dans l'industrie concurrentielle.

L'environnement extérieur sera moins favorable qu'en 1984. La croissance américaine devrait ralentir de moitié, limitant son effet d'entraînement sur les autres économies. Ainsi, malgré une progression généralement plus forte de la demande interne, la croissance des pays européens ne devrait guère s'accélérer. L'activité mondiale resterait cependant suffisamment soutenue pour assurer une progression de 5 % de la demande de produits manufacturés adressée à la France.

Ces évolutions de la demande interne et externe correspondent à un rapprochement des situations conjoncturelles entre la France et l'étranger. L'évolution de la compétitivité des produits français devrait entraîner des pertes de parts de marché. Ces pertes seront surtout localisées sur les marchés extérieurs. Aussi compte tenu d'une légère détérioration des termes de l'échange, l'excédent des échanges de produits manufacturés augmenterait beaucoup moins qu'en 1983 et 1984. Soutenu par la poursuite au premier semestre de ventes importantes de céréales, le solde agro-alimentaire devrait se maintenir à son niveau de 1984. Il en serait de même de la facture énergétique, qui bénéficierait de la baisse du dollar et du prix du pétrole. Au total, après quelques bons résultats saisonniers au cours de l'été, le déficit du commerce extérieur réapparaîtrait en fin d'année. Il atteindrait 20 milliards de F en 1985 et permettrait d'équilibrer la balance des paiements courants.

En moyenne annuelle, le PIB évalué aux prix de 1970 n'augmenterait que de 0,8 %. En effet, le retour à une production agricole moyenne après les récoltes exceptionnelles de 1984 explique, pour une large part, le ralentissement de la croissance. De plus, la vague de froid, en début d'année, a perturbé l'activité en France comme chez nos voisins. A partir du printemps, la production devrait progresser à nouveau à un rythme de l'ordre de 0,5 % par trimestre, qui s'accélérerait légèrement en fin d'année.

**Ensemble des biens et services marchands : équilibre ressources-emplois
(volume aux prix de l'année 1970)**

taux de croissance en %

1984							1985 *					
84.1	84.2	84.3	84.4	GA	MA		85.1	85.2	85.3	85.4	GA	MA
0,9	-0,3	1,2	-0,2	1,6	1,9	PIB marchand	0,0	0,1	0,5	0,7	1,2	0,8
0,4	0,3	-0,3	2,8	3,2	2,3	Importations	0,1	0,0	0,7	1,4	2,2	2,8
0,8	-0,2	0,9	0,5	2,0	2,0	Total des ressources	0,0	0,1	0,5	0,9	1,4	1,3
0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,7	Consommation des ménages	1,5	-0,7	0,3	0,5	1,7	1,3
2,0	-1,0	2,6	-0,9	2,7	2,9	Consommation nette des administrations	0,7	-0,1	0,2	0,1	0,8	1,1
-0,5	-0,7	-0,7	-0,7	-2,6	-2,3	FBCF totale	0,5	0,1	0,7	0,9	2,2	0,1
						dont :						
-0,2	0,4	-1,3	-0,8	-1,9	-0,7	- entreprises	3,0	-1,6	0,6	0,9	2,9	1,1
-2,3	-2,0	-2,5	-1,5	-8,0	-6,5	- ménages	-1,7	-1,6	0,3	0,5	-2,5	-5,4
0,9	-0,7	3,3	1,8	5,4	6,7	Exportations	-2,1	1,9	0,6	1,0	1,4	2,7
2,2	2,9	3,5	4,2	///	12,8	Variations de stocks ^{1/}	2,4	2,5	2,7	3,5	///	11,1

1/ en milliards de francs 1970

Cette croissance est insuffisante, compte tenu des gains de productivité, pour empêcher une nouvelle baisse de l'emploi : la perte d'effectifs salariés serait de 160.000 en glissement sur l'année. Les effets de cette baisse sur l'évolution du chômage seront moindres que ne l'indiquerait l'extrapolation de la tendance passée : les mesures concernant les jeunes (déjà 114.000 TUC à la fin mai) permettront de maintenir à un niveau bas le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans ; mais la situation du marché du travail restera dégradée, comme le montre l'évolution récente du chômage des plus de 25 ans.

La décélération des prix à la consommation observée depuis le début d'année est faible : la concentration des augmentations autorisées par la réglementation, la montée des prix des produits pétroliers et l'accélération des prix alimentaires entraîneraient une hausse de 3,4 % au premier semestre. Aussi malgré une hausse limitée à 2 % au second, le glissement annuel des prix de détail serait de 5,5 %. Il pourrait toutefois être inférieur si la baisse des prix des produits pétroliers s'accélé-

rait ou si le ralentissement des coûts de production se répercutait plus rapidement au stade du détail.

Au second semestre 1985, l'économie française retrouve donc, dans un contexte désinflationniste, une croissance modérée. Mais cette situation, plus favorable qu'en début d'année, apparaît fragile : le regain de demande intérieure serait assuré par la conjonction d'une faible formation d'épargne des ménages et d'une réduction des prélèvements fiscaux.

En l'absence d'une accélération de la croissance mondiale, qui apparaît actuellement peu plausible, la poursuite de la reprise suppose celle de la croissance de la demande intérieure, des ménages en particulier. L'augmentation de leur pouvoir d'achat pourrait provenir d'une hausse des revenus salariaux ou d'une décélération de l'inflation plus marquée dès 1985. Cette dernière pourrait résulter d'une baisse plus sensible du pétrole et du dollar, qui aurait l'avantage supplémentaire de desserrer la contrainte extérieure.

